

PRIJS	CODE 1	CODE 2	CODE 3	CODE 4	CODE 5	CODE 6	CODE 7	CODE 8
6,57	1.477,53	1.720,86	1.964,18	2.207,50	2.453,75	2.697,08	2.940,40	3.183,72
6,70	1.486,32	1.732,58	1.978,83	2.225,09	2.468,42	2.714,67	2.960,93	3.204,24
6,84	1.498,05	1.744,30	1.990,56	2.239,75	2.486,00	2.732,26	2.978,51	3.227,69
6,98	1.506,86	1.756,04	2.005,22	2.251,48	2.500,66	2.749,84	2.999,03	3.248,22

De bedragen van de inkomsten en van de bijdragen zijn gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen van het Rijk overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Ze zijn vastgesteld op 31 december 2009. De bedragen worden steeds aangepast bij de aanvang van een trimester.

Gezien om te worden toegevoegd aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het barema van de begunstigen en het statuut van de gezins-, bejaarden- en huishoudhulpers in de diensten voor thuishulp 2009/520

Brussel, 14 mei 2009.

Voor het College :

Het Lid van het College belast met de Sociale Actie, het Gezin en de Sport,

E. KIR

De Voorzitter van het College,

B. CEREXHE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2422

[C - 2009/31382]

28 MAI 2009. — Arrêté 2009/608 du Collège de la Commission communautaire française fixant la charte déontologique et le registre d'activités applicables aux services « Espaces-Rencontres »

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, qui abroge le décret du 17 avril 2008 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services « Espaces-Rencontres »;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 octobre 2008 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services « Espaces-Rencontres »;

Considérant que l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé abrogera l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 octobre 2008 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services « Espaces-Rencontres »;

Considérant qu'il s'indique de définir la charte déontologique des services « Espaces-Rencontres » et de fixer le registre d'activités de ces services;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, de celle-ci.

Art. 2. La charte déontologique des services « Espaces-Rencontres » est définie à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 3. Le registre d'activités des services « Espaces-Rencontres » est tenu conformément au modèle fixé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Le registre est signé une fois par semaine par le coordinateur.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2009.

Art. 5. Le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 2009.

Par le Collège :

Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale,
de la Famille et du Sport,

E. KIR

Le Président du Collège,

B. CEREXHE

Annexe 1^{re}**Charte déontologique des services « Espaces-Rencontres »****1° Responsabilité**

L'éthique des services « Espaces-Rencontres » est fondée sur le rapport de l'Homme à la Loi, dans une double référence juridique et symbolique. Elle reconnaît le sujet enfant dans la dimension humaine et sociale.

L'enfant est un sujet de droit dont l'un des droits et des besoins fondamentaux est d'avoir accès à chacun de ses parents et à toute personne titulaire d'un droit aux relations personnelles.

Le service « Espaces-Rencontres » ne se substitue pas aux parents dans l'exercice de leur autorité parentale.

Les enfants restent sous la responsabilité des parents lorsqu'ils sont dans le service « Espaces-Rencontres ». Si aucun de ceux-ci n'est présent, la responsabilité du service ne peut être engagée qu'autant que serait démontrée l'existence d'une faute, imprudence ou négligence du personnel.

L'activité du service « Espaces-Rencontres » prend place dans le cadre général des dispositions légales qui visent la protection des personnes, et notamment celles qui visent la protection de l'enfant. Le service « Espaces-Rencontres » veille à ce que son action ne puisse pas conduire à mettre l'enfant en danger. Dans le cas où les intervenants constatent qu'il existe un danger pour l'enfant ou pour toute autre personne présente dans le service, ils appliquent les dispositions légales en vigueur et prennent toute mesure qui s'impose dans l'immédiat pour assurer la sécurité des personnes.

2° Intervention limitée dans le temps

Les services « Espaces-Rencontres » permettent que l'exercice du droit aux relations personnelles prenne place dans un espace approprié, en dehors du cadre privé où il s'exerce habituellement, en présence d'intervenants extérieurs à ces relations.

Le recours au service « Espaces-Rencontres » doit conserver un caractère exceptionnel et transitoire. Le service « Espaces-Rencontres » met en oeuvre les ressources et les compétences dont il dispose pour faire en sorte, dans la mesure du possible, que les relations entre les personnes concernées évoluent et puissent être entretenues sans l'intervention du service.

L'intervention du service est limitée dans le temps :

- soit par les parents, en accord avec le service « Espaces-Rencontres »;
- soit par l'instance judiciaire ou administrative qui lui a adressé la situation, le service est informé du terme fixé;
- soit par le service « Espaces-Rencontres » lui-même.

Dans l'hypothèse où une situation a été adressée au service « Espaces-Rencontres » par une instance judiciaire ou administrative sans que la durée de l'intervention du service ait été prévue par cette instance, le service peut proposer aux parents de solliciter un nouvel examen de la situation par cette instance.

3° Impartialité de l'intervention

Le service « Espaces-Rencontres » est un lieu tiers, spécifique, indépendant et différencié des lieux habituels des enfants et des parents.

La compétence du service « Espaces-Rencontres » est limitée aux questions relatives à l'exercice du droit aux relations personnelles. Dans les conflits opposant les parents, les intervenants se réfèrent au cadre fixé pour le droit aux relations personnelles tel que défini au 4°, alinéa 4, et ne prennent parti ni pour un parent ni pour l'autre.

Si le service « Espaces-Rencontres » appartient à une structure qui a différentes activités, les personnes qui participent à plusieurs de ces activités s'abstiennent d'intervenir simultanément auprès d'une même situation.

Lorsqu'un intervenant a connaissance, en raison de sa pratique professionnelle extérieure ou de ses relations personnelles, d'une situation familiale prise en charge dans le service, il évitera de prendre part aux interventions relatives à cette situation.

Toute prise en charge thérapeutique des parents ou des enfants par les intervenants des services « Espaces-Rencontres » est interdite.

Les intervenants prennent en compte la diversité des cultures et des modes de fonctionnement familiaux.

4° Autonomie des services « Espaces-Rencontres » et relations avec les instances judiciaires et administratives

Lorsqu'ils estiment leur intervention inadéquate, les services « Espaces-Rencontres » peuvent refuser la prise en charge d'une situation qui leur est demandée par les parents ou par une instance judiciaire ou administrative. Ils peuvent également mettre fin à une intervention lorsqu'ils estiment inadéquate l'utilisation qui est faite du service qu'ils offrent.

Les services « Espaces-Rencontres » ne sont pas des lieux d'investigation ou d'expertise. Ils ne se substituent pas aux instances judiciaires ou administratives.

A l'exception des intervenants du service, tout autre professionnel (assistant de justice, magistrat, avocat, expert, travailleur social,...) n'est pas admis dans le service pendant les rencontres entre parents et enfants.

Le cadre de l'exercice du droit aux relations personnelles est fixé par les décisions judiciaires ou administratives ou par les conventions conclues entre les parents, en conformité avec le règlement d'ordre intérieur du service « Espaces-Rencontres ».

Les services « Espaces-Rencontres » peuvent recevoir copie de l'ordonnance ou du jugement désignant le service comme lieu d'exercice du droit aux relations personnelles.

Les services « Espaces-Rencontres » peuvent remettre aux parents et/ou aux autorités concernées des attestations de présence ou d'absence des parents et des enfants.

Ils peuvent également transmettre aux instances judiciaires ou administratives et aux parents des courriers :

- en vue de proposer une modification des conditions de rencontre;
- en vue de modifier les conditions de rencontre si l'initiative en est laissée au service « Espaces-Rencontres »;
- en cas d'incident grave s'étant produit durant la rencontre;
- en vue ou en cas de suspension des rencontres.

Tout document transmis aux autorités judiciaires ou administratives est communiqué aux parents concernés et éventuellement à leurs avocats.

Les instances judiciaires et administratives qui adressent les usagers au service « Espaces-Rencontres » ne peuvent en aucun cas décider des modalités de fonctionnement de ces lieux.

5° Discrétion et secret professionnel

Ce qui se vit dans les services « Espaces-Rencontres » est d'ordre privé. Les enfants et les parents accueillis ont le droit au respect de leur vie privée et familiale;

Les intervenants sont tenus au secret professionnel sur les situations qu'ils ont à connaître dans le cadre de leur activité au sein du service « Espaces-Rencontres ».

Si les intervenants d'un service « Espaces-Rencontres » sont amenés à participer à une rencontre entre professionnels concernant une situation prise en charge au sein du service, ils évaluent, au mieux des intérêts de l'enfant, la pertinence de communiquer une information sur cette situation.

Exceptionnellement, le principe de confidentialité peut être levé lorsque les dispositions légales en vigueur y obligent les intervenants.

Le principe de confidentialité est levé lorsqu'il y a danger pour les usagers et/ou les intervenants ou transgression du règlement intérieur empêchant l'exercice du droit aux relations personnelles ou le fonctionnement du lieu.

6° Information des usagers

Les usagers sont informés, préalablement aux rencontres, des objectifs du service « Espaces-Rencontres », de son règlement d'ordre intérieur, de son fonctionnement et des relations qu'il entretient avec les institutions judiciaires ou administratives.

Ils sont également informés que l'intervention du service « Espaces-Rencontres » a un caractère transitoire à visée évolutive et de la limite fixée dans le temps aux rencontres entre enfants et parents au sein du service.

Les services « Espaces-Rencontres » adoptent des dispositions précises concernant l'usage de la vidéo, des appareils photos, des magnétophones et des téléphones portables au sein des services et durant les rencontres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 fixant la charte déontologique et le registre d'activités applicables aux services « Espaces-Rencontres ».

Bruxelles, le 28 mai 2009.

Par le Collège :

Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale,
de la Famille et du Sport,
E. KIR

Le Président du Collège,
B. CEREXHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2422

[C — 2009/31382]

28 MEI 2009. — Besluit 2009/608 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het deontologisch handvest en het activiteitenregister toepasbaar op de diensten « Espaces-Rencontres »

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid dat het decreet opheft van 17 april 2008 betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de diensten « Espaces-Rencontres »;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 oktober 2008 betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de diensten « Espaces-Rencontres »;

Overwegende dat het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid het besluit zal opheffen van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 oktober 2008 betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de diensten « Espaces-Rencontres »;

Overwegende dat het aangewezen is om het deontologisch handvest van de diensten « Espaces-Rencontres » te preciseren en het activiteitenregister van deze diensten op te stellen;

Op voorstel van het Lid van het College belast met de Sociale Actie en het Gezin,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 128 van deze Grondwet.

Art. 2. Het deontologisch handvest van de diensten « Espaces-Rencontres » wordt gepreciseerd in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 3. Het activiteitenregister van de diensten « Espaces-Rencontres » wordt opgesteld overeenkomstig het model dat is vastgesteld in bijlage 2 van dit besluit.

Het register wordt een maal per week ondertekend door de coördinator.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2009.

Art. 5. Het Lid van het College bevoegd voor de Sociale Actie en het Gezin wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 2009.

Voor het College :
 Het Lid van het College belast met de Sociale Actie,
 het Gezin en de Sport,
 E. KIR
 De Voorzitter van het College,
 B. CEREXHE

Bijlage I

Deontologisch handvest van de diensten « Espaces-Rencontres »

1° Verantwoordelijkheid

De ethiek van de diensten « Espaces-Rencontres » is gebaseerd op de verhoudingen van de Mens tot de Wet, met een dubbele juridische en symbolische referentie. Zij erkent het kind in zijn menselijke en sociale dimensie.

Het kind is een rechtsonderhorige waarvan een van de basisrechten en fundamentele noden de mogelijkheid is om elk van zijn ouders te ontmoeten, evenals elk persoon die titularis is van een recht op persoonlijke relaties.

De dienst « Espaces-Rencontres » stelt zich niet in de plaats van de ouders wat betreft de uitoefening van hun ouderlijk gezag.

De kinderen blijven onder de verantwoordelijkheid van de ouders wanneer zij zich bij de dienst « Espaces-Rencontres » bevinden. Indien geen van beiden aanwezig is, dan kan de verantwoordelijkheid van de dienst slechts worden ingeroepen voor zover het bestaan van een fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid van het personeel zou worden aangetoond.

De activiteiten van de dienst « Espaces-Rencontres » passen in het algemeen kader van de wettelijke bepalingen die streven naar de bescherming van personen, en met name deze die doelen op de bescherming van het kind. De dienst « Espaces-Rencontres » waakt erover dat zijn activiteiten het kind niet in gevaar kunnen brengen. In de gevallen waarbij de interveniënten vaststellen dat er een gevaar bestaat voor het kind of voor elk ander persoon aanwezig in de dienst, passen zij de geldende wettelijke bepalingen toe en nemen alle maatregelen die zich op korte termijn opdringen om de veiligheid van de personen te verzekeren.

2° Tussenkost beperkt in de tijd

De diensten « Espaces-Rencontres » maken het mogelijk dat de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties plaats heeft in een aangepaste ruimte, buiten het private kader waar het gewoonlijk wordt uitgeoefend, in aanwezigheid van externe interveniënten aan deze relaties.

Het gebruik van de dienst « Espaces-Rencontres » moet een uitzonderlijk en tijdelijk karakter behouden. De dienst « Espaces-Rencontres » maakt gebruik van de middelen en bekwaamheden waarover hij beschikt om er in de mate van het mogelijk voor te zorgen dat de relaties tussen de betrokken personen evolueren en verder kunnen worden onderhouden zonder tussenkost van de dienst.

De tussenkost van de dienst is beperkt in de tijd

- ofwel door de ouders, in samenspraak met de dienst « Espaces-Rencontres »;
- ofwel door de gerechtelijke of administratieve instantie die de situatie heeft overgemaakt aan de dienst; de dienst wordt ingelicht over de vastgestelde termijn;
- ofwel door de dienst « Espaces-Rencontres » zelf.

In de veronderstelling dat een situatie werd doorgespeeld aan de dienst « Espaces-Rencontres » door een gerechtelijke of administratieve instantie, zonder dat de duur van de tussenkost van de dienst door deze instantie werd voorzien, kan de dienst aan de ouders voorstellen om een nieuw onderzoek van de situatie aan te vragen door die instantie.

3° Onpartijdigheid van de tussenkost

De dienst « Espaces-Rencontres » is een neutrale, specifieke, autonome en verschillende plaats wat betreft de gewoontelijke plaatsen van de kinderen en de ouders.

De bevoegdheid van de dienst « Espaces-Rencontres » is beperkt tot de kwesties met betrekking tot de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties. In de conflicten tussen de ouders verwijzen de interveniënten naar het kader dat is bepaald voor het recht op persoonlijke relaties zoals het is bepaald in 4°, 4e lid, en kiezen geen partij voor de ene of andere ouder.

Indien de dienst « Espaces-Rencontres » deel uitmaakt van een structuur met verschillende activiteiten, dan onthouden de personen, die deelnemen aan verschillende van deze activiteiten, zich ervan terzelfder tijd tussen te komen bij een zelfde situatie.

Indien een interveniënt kennis heeft, omwille van zijn externe beroepspraktijk of zijn persoonlijke relaties, van een gezinssituatie die wordt behandeld door de dienst, dan zal hij vermijden om deel te nemen aan de tussenkosten met betrekking tot die situatie.

Elke therapeutische opvang van de ouders of de kinderen door de interveniënten van de diensten « Espaces-Rencontres », is verboden.

De interveniënten houden rekening met de culturele diversiteit en met de verschillende wijzen waarop gezinnen kunnen functioneren.

4° Autonomie van de diensten « Espaces-Rencontres » en relaties met de gerechtelijke en administratieve instanties

Wanneer zij hun tussenkomst niet gepast achten, dan kunnen de diensten « Espaces-Rencontres » weigeren om tussen te komen in een situatie, tussenkomst die wordt gevraagd door de ouders of door een gerechtelijke of administratieve instantie. Zij kunnen eveneens een einde stellen aan een tussenkomst wanneer zij het gebruik van de dienstverlening, die zij aanbieden, ongepast achten.

De diensten « Espaces-Rencontres » zijn geen plaatsen waar aan onderzoek wordt gedaan of expertises worden verricht. Zij stelen zich niet in de plaats van gerechtelijke of administratieve instanties.

Behalve de interveniënten van de dienst is geen enkele andere professionele actor (gerechtelijke bijstandsvulner, magistraat, advocaat, deskundige, maatschappelijk werker...) toegelaten in de diensttijdens de ontmoetingen tussen ouders en kinderen.

Het kader van de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties wordt bepaald door gerechtelijke of administratieve beslissingen of door overeenkomsten gesloten tussen de ouders, overeenkomstig het reglement van inwendige orde van de dienst « Espaces-Rencontres ».

De diensten « Espaces-Rencontres » mogen een kopie ontvangen van de beschikking of van het vonnis dat de dienst aanduidt tot de plaats waar de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties plaatsvindt.

De diensten « Espaces-Rencontres » mogen aan de ouders en/of aan de betrokken overheden attesten overhandigen van aanwezigheid of afwezigheid van de ouders en de kinderen.

Zij mogen tevens de gerechtelijke en administratieve instanties en de ouders aanschrijven :

- om een wijziging van de voorwaarden van de ontmoetingen voor te stellen;
- om de voorwaarden van de ontmoetingen te wijzigen indien het initiatief hiertoe wordt overgelaten aan de dienst « Espaces-Rencontres »;
- indien zich een ernstig incident heeft voorgedaan tijdens een ontmoeting;
- met het oog of bij de opschorting van de ontmoetingen.

Elk document, dat wordt overgemaakt aan de gerechtelijke of administratieve overheden, wordt medegedeeld aan de betrokken ouders en desgevallend aan hun advocaten.

De gerechtelijke en administratieve instanties, die de gebruikers verwijzen naar de dienst « Espaces-Rencontres », kunnen in geen geval beslissen over de modaliteiten van de werking van de dienst.

5° Discretie en beroepsgeheim

Wat leeft bij de diensten « Espaces-Rencontres » behoort tot de privésfeer. De ontvangen kinderen en ouders hebben recht op eerbied voor hun privé- en gezinsleven.

De interveniënten zijn gehouden aan het beroepsgeheim wat betreft de situaties waarvan zij op de hoogte moeten zijn in het kader van hun activiteiten binnen de dienst « Espaces-Rencontres ».

Indien de interveniënten van een dienst « Espaces-Rencontres » moeten deelnemen aan een ontmoeting tussen professionelen met betrekking tot een situatie die wordt opgevangen door de dienst, dan schatten zij naar best vermogen de belangen in van het kind, evenals de gepastheid om informatie mede te delen over deze situatie.

Van het beginsel van de vertrouwelijkheid kan uitzonderlijk worden afgezien wanneer de geldende wettelijke bepalingen de interveniënten daartoe verplichten.

Het beginsel van de vertrouwelijkheid wordt opgeheven wanneer er gevaar is voor de gebruikers en/of de interveniënten of overtreding van het interne reglement dat de uitoefening verhindert van het recht op persoonlijke relaties of de werking van de dienst.

6° Informatie van de gebruikers

De gebruikers worden voor de ontmoetingen ingelicht over de doelstellingen van de dienst « Espaces-Rencontres », over zijn reglement van inwendige orde, zijn werking en de relaties die de dienst onderhoudt met de gerechtelijke en administratieve instellingen.

Zij worden eveneens ingelicht over het feit dat de tussenkomst van de dienst « Espaces-Rencontres » een overgangmaatregel vormt en streeft naar een evolutie, evenals over de tijdslijmiet bepaald wat betreft de ontmoetingen tussen kinderen en ouders bij de dienst.

De diensten « Espaces-Rencontres » treffen nauwkeurige bepalingen wat betreft het gebruik van de video, foto's, bandopnemers en draagbare telefoons bij de diensten en tijdens de ontmoetingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 28 mei 2009 het College van de Franse Gemeenschapscommissie van betreffende de vaststelling van het de ontologisch handvest en het activiteitenregister toepasbaar op de diensten « Espaces-Rencontres ».

Brussel, 28 mei 2009.

Voor het College :

Het Lid van het College belast met de Sociale Actie,
het Gezin en de Sport,

E. KIR

De Voorzitter van het College,

B. CEREXHE

